

Au Burundi, un bain de sang à huis clos

A Bujumbura, des affrontements ont fait près de 90 morts, dont huit soldats et policiers

La nuit est tombée à Bujumbura, dimanche 13 décembre, sur des quartiers entièrement bouclés, où aucun témoin extérieur n'est admis pour prendre la mesure exacte de la violence qui y a régné depuis le début du week-end. Des attaques de rebelles opposés au président Pierre Nkurunziza avaient eu lieu vendredi matin dans la capitale du Burundi. La bataille a duré des heures, avec des blindés déployés dans la ville. Elle a été suivie par une répression méthodique : 200 jeunes ont été raflés par les forces de l'ordre, et des dizaines de cadavres ont été abandonnés sur la voie publique avant d'être enlevés.

On est loin des manifestations pacifiques d'avril, avec leur credo contre le troisième mandat du chef de l'Etat, réélu depuis. En l'espace d'un week-end, Bujumbura est entrée dans une phase d'une violence inédite. Le département d'Etat américain a recommandé à ses ressortissants « *de ne pas se rendre au Burundi, et à ceux qui s'y trouvent, de partir aussi rapidement que possible* ».

Fosses communes

La capitale burundaise ne peut pas même compter ses morts des derniers jours. Certains ont été enterrés à la va-vite, dans des fosses communes. Des photos diffusées par des voisins montrent des traces de roues d'engins de chantier ou de véhicules utilisés pour transporter des corps, des monticules de terre mal identifiables, sans qu'il soit possible de déterminer s'il s'agit de tombes pour des rebelles ou des jeunes du quartier, presque tous des Tutsi, exécutés d'une balle dans la tête, mains liées dans le dos.

Un mouvement de contestation politique, pacifique et délivré des appartenances ethniques, avait débuté en avril avec les manifestations contre le troisième mandat de Pierre Nkurunziza. A pré-

sent, le Burundi est engagé dans une dérive à huis clos. La répression des forces de sécurité est allée croissant. Certains opposants sont passés à la lutte armée, menant des attaques difficiles à cerner. A l'extérieur, une coalition de l'opposition qui regroupe des tendances très différentes, le Cnared, demeure floue sur ses liens avec les groupes armés.

Ces derniers viennent d'échouer à porter la guerre dans la capitale, puisque tel était, semble-t-il, l'objectif de l'offensive lancée vendredi, peu avant l'aube, dans Bujumbura. Ces attaques visaient des camps ou positions militaires.

L'une d'entre elles est l'Institut supérieur des cadres militaires, l'école des officiers burundais, située près de Musaga, bastion de la contestation contre le pouvoir, mais également en contrebas des collines de la Bujumbura rurale, terrain favorable pour des groupes rebelles, où le pouvoir a déjà mené des actions violentes – sans témoins également – au cours de la décennie écoulée.

Un « massacre » en préparation

Musaga est un quartier à dominante tutsi. La population des collines est majoritairement hutu, et soutient une ancienne rébellion hutu. A la base, la contestation contre le président Nkurunziza n'avait donc décidément pas de base ethnique, comme certains responsables loyalistes tentent à présent d'en imposer l'idée. Le président du Sénat, Révérien Ndikuriyo, a récemment déclaré lors d'une réunion enregistrée à son insu que les policiers devraient se préparer à « travailler » à un massacre quand l'ordre en serait donné : « *Si vous entendez le signal avec une consigne que ça doit se terminer, les émotions et les pleurs n'auront plus de place ! (...) Le jour où l'on dira "travaillez", vous verrez la différence !* » Le président Nkurunziza, de son côté, a annoncé que les manifestants ar-

més seraient traités comme des « *ennemis de la nation* » et que la police serait autorisée à user « *de tous les moyens* » pour désarmer les quartiers contestataires.

Une des attaques de vendredi matin visait une implantation militaire dans le quartier de Nyakabiga, autre bastion de la contestation. Un troisième groupe, parallèlement, s'est attaqué au camp Muha, qui ouvre la voie du centre de Bujumbura, et où des officiers ont déserté au cours des mois écoulés. La prison de Mpimba se trouve non loin. Peut-être les assaillants tentaient-ils de manœuvrer pour libérer des prisonniers. L'objectif était également de s'emparer d'armes et de munitions.

Une source bien informée estime que des « *quantités importantes* » de matériel ont été saisies dans le périmètre de la Brigade logistique (appelée « *Camp Base* » au Burundi), avant que les assaillants ne soient tués ou ne s'enfuient, dans des circonstances floues. Puis des vagues de rafles ont eu lieu. Selon le porte-parole de l'armée burundaise, le colonel Gaspard Baratuzza, les assaillants ont tous été soit tués, soit faits prisonniers. « *Le bilan final des attaques d'hier est de 79 ennemis tués, 45 prisonniers et de 97 armes saisies. De notre côté, huit soldats et policiers ont été tués et 21 blessés* », a-t-il affirmé samedi, lors d'une conférence de presse à Bujumbura. On ne trouve que très peu de blessés dans les hôpitaux. ■

JEAN-PHILIPPE RÉMY

Le département d'Etat américain a appelé ses ressortissants à « partir aussi rapidement que possible »